

RAPPORT  
D'INFORMATION

CODE NATINF PRINCIPAL :

LIBELLE : .....

REFERENCE : .....

CLASSE : .....

## -- ANALYSE &amp; REFERENCE --

AFFAIRE : ..... caméras individuelles

OBJET : ..... caméras individuelles

LIEU : ..... 930 Avenue DE LA REPUBLIQUE - 06550 La Roquette sur Siagne (France)

SECTEUR : .....

NOTIFICATION : ..... Il n'y a pas de document associé à cette fiche.

## -- INFRACTIONS COMPLÉMENTAIRES --

En l'an deux mille dix-huit, le trente et un Mai à treize heures et trente-six minutes,

--- Je soussigné(e), GASTAT Karim Brigadier Chef Principal, ---

--- Assisté(e) de , ---

--- Agent(s) de police judiciaire adjoint, ---

--- En résidence à la Police Municipale de La Roquette sur Siagne ---

--- Dûment assermenté(e) et agréé(e) par M. le Procureur de la République et M. le Préfet ---

--- Vu les articles 21/2°, 21-2, D15, 53 et 78-6 du Code de Procédure Pénale, ---

--- Vu les articles L511-1 et L515-1 du Code de la Sécurité Intérieure, ---

--- Revêtu(s) de notre tenue d'uniforme et muni(s) des insignes apparents de notre qualité, en exécution des ordres reçus, rapportons les opérations suivantes ---

Rapportons les faits suivants :

J'ai l'honneur de vous rendre compte des faits suivants.

La commune de la Roquettes sur Siagne, a fait la demande, conformément au décret numéro 2016-1861 du 23 décembre 2016, à pouvoir expérimenter les caméras individuelles par les agents de police municipale dans le cadre de leurs interventions.

Les agents de police municipale de la commune de la roquette sur Siagne, n'ont pas pu mettre en pratique cette autorisation accordée par la Préfecture des Alpes Maritimes, en référence de l'arrêté numéro 2017-865 en date du 22 septembre 2017 pour les raisons suivantes.

La commune et plus particulièrement la Police Municipale, a reçu les caméras individuelles le 13 octobre 2017.

Au moment de la mise en œuvres des dites caméras, nous avons constaté que celles-ci n'étaient pas conforme au Décret numéro 2016-1861 du 23 décembre 2016.

Nous avons donc contacté le fournisseur en lui demandant de nous renvoyer le plus rapidement possible des caméras individuelles conformément au décret. Chose faites depuis.

De plus, vu de l'article 6 du Décret numéro 2016-1861 du 23 décembre 2016.

Le responsable de service Monsieur Gilles WEBER étant en absence pour maladie, celui-ci n'a désigné et habilité aucun autre agent pour le remplacer.

Au vu de cet article nous ne pouvons pas procéder aux diverses extractions des données et informations mentionnées à l'article 4.

A cause de ces deux raisons, Monsieur le Maire de la Roquette sur Siagne n'a pas souhaité que l'on utilise les caméras individuelles tant que la situation n'était pas conforme à la législation en vigueur.

Aujourd'hui, un nouveau responsable de service a été nommé par Monsieur le Maire de la Roquette sur Siagne. Nos caméras individuelles sont prêtes à l'emploi.

Malheureusement, nous arrivons en fin de date d'expérimentation, le 03 juin 2018.

Nous vous demandons la possibilité de pouvoir poursuivre notre essai, afin que l'investissement financier de la commune ne soit pas vain, et que nos agents de Police Municipale puissent utiliser les caméras individuelles et intervenir en toute sécurité sur la voie publique.

-- INFORMATIONS SUR LES PERSONNES DENOMMEES CI-DESSUS --				
Qualité	Nom/Prénom	Profession	Adresse	Téléphone

Fait et clos, le 31/05/2018 à La Roquette sur Siagne

GASTAT Karim, Brigadier Chef Principal

Signature

Intervenants :

DESTINATAIRES	Date de clôture : Le 31/05/2018 Vu pour être transmis
---------------	--

GASTAT Karim, Brigadier Chef Principal

Responsable de la Police Municipale de la Roquette sur Siagne

